Document generated on 05/21/2025 3:12 a.m.

Études internationales

Laird, Robbin F. (Ed.), *French Security Policy : From Independance to Interdependance*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Security », 1986, 192 p.

Rychard A. Brûlé

Volume 18, Number 4, 1987

URI: https://id.erudit.org/iderudit/702270ar
DOI: https://doi.org/10.7202/702270ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Brûlé, R. A. (1987). Review of [Laird, Robbin F. (Ed.), *French Security Policy : From Independance to Interdependance*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Security », 1986, 192 p.] *Études internationales*, *18*(4), 878–880. https://doi.org/10.7202/702270ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1987

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

1986-1990 – ce qui conforte les analyses de J.M. Domange, dès 1984. Le gouvernement annonce, dans ce document, les dépenses affectées aux forces d'autodéfense: elles seraient en progression de 5,4 % par rapport à celles de l'année précédente et, surtout, elles correspondraient à 1,04 % du PNB, pour une croissance envisagée de 4 %.

Ainsi le Premier ministre obtient les crédits nécessaires à l'amélioration des forces armées, en faisant disparaître l'obstacle économique et psychologique du 1 %. Il ne peut cependant pas ignorer les critiques, dans la mesure où les dépenses de défense sont les seules, avec celles de l'aide au développement, à croître dans le budget actuel.

De vaincu et démilitarisé en 1945, le Japon est devenu aujourd'hui une puissance économique et militaire. Gouverné par l'ancien responsable de l'Agence de Défense, le Japon cherche à améliorer son système de défense, en y consacrant une part croissante de la richesse nationale.

L'ouvrage de J.M. Domange présente avec rigueur les éléments politiques, institutionnels, économiques, financiers et industriels, qui militent en faveur de l'idée de réarmement au Japon. Il insiste sur la politique réaliste de sécurité et de paix de ce pays dans la zone de l'océan Pacifique. Il ne laisse pas penser, que l'évolution des forces d'autodéfense soit le prélude à un belliqueux réarmement du Japon.

Yves JEANCLOS,

Faculté de Droit et des Sciences Politiques
Université Strasbourg III – France

LAIRD, Robbin F. (Ed.), *French Security Policy: From Independence to Interdependence*. Boulder and London, Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Security », 1986, 192 p.

Le centre de la problématique de la défense de l'Occident a toujours été et demeure la défense de l'Europe de l'Ouest. Le noeud politique et sensible de celle-ci demeure la question de la défense sur l'avant. Pour les États-Unis et le Canada cela s'est traduit par la présence permanente de troupes en Allemagne de l'Ouest. Pour la France la question pressante est la suivante: doit-elle prévoir une défense du sanctuaire située sur l'Elbe ou, plutôt sur le Rhin?

Le Canada a toujours craint la création de deux piliers dans l'Alliance atlantique: l'Europe et l'Amérique. Cela signifierait pour nous, croit-on, une perte d'influence au sein du conseil atlantique. Pourtant la route semble maintenant toute tracée; les Américains veulent une Europe forte – par elle-même – donc un pilier. La nouvelle politique américaine ne laisse plus aucun doute; autant par l'IDS, par une interprétation élargie du traité de l'ABM, que par le traité sur les missiles à moyenne portée en négociation, les Américains forcent l'Europe à se mettre en boule pour leur défense.

Si l'Europe veut reprendre sa place dans l'histoire, il faut que les pays qui la composent se rallient, voient à leur propre défense et à leur relance technologique. Dans cette perspective il faut une alliance dans l'alliance, il faut un rapprochement France-Allemagne de l'Ouest. La France est nucléaire, indépendante et continentale; l'Allemagne est un marché puissant, nanti de ressources intéressantes et d'une technologie de pointe.

Cet ouvrage de Robbin Laird n'est qu'un rassemblement de textes déjà publiés par diverses revues françaises spécialisées sur les questions de défense et de politiques internationales. Ses utilités principales sont d'abord qu'il offre au public anglophone la chance de lire, en anglais, les grands commentateurs français et ensuite qu'il nous force, en arrivant à un moment fort opportun de l'histoire des

négociations sur les euromissiles, à penser à ce que sera l'Europe délivrée de Pershing II, de SS-20 de missiles de croisière américains et peut-être même, à plus longue échéance, des troupes américaines.

En Europe de l'Ouest, après le départ d'une partie du parapluie nucléaire américain, il ne demeurera que la technologie et les missiles français et ce sera la France qui détiendra les cartes maîtresses. Même la Grande-Bretagne, qui hésite encore sur son réarmement nucléaire par trop américain, ne peut être considérée, quoi qu'on en dise, comme une force de frappe européenne.

Les missiles intercontinentaux américains existent, mais ils demeurent apocalyptiques. L'Europe ne peut tolérer l'idée d'une autre guerre sur son territoire, nucléaire ou pas, qui équivaudrait sans doute à un suicide collectif. Reste la force de dissuasion de la France et le génie économique et technologique allemand!

Bien sûr, la France aura les moyens de sa politique: d'ici cinq années elle se sera équipée d'un sixième sous-marin porteur d'ogives nucléaires avec la nouvelle technologie MIRV, de fusées Hadès (équipées probablement de têtes à neutrons) et de missiles air-sol nucléaires (ASMP) portés par une flotte d'avions de combat divers incluant le Mirage 2000N. D'ici cinq ans la France aura quintuplé le nombre de ses ogives nucléaires stratégiques et doublé le nombre de ses missiles « pré-stratégiques ». La France doit protéger son sanctuaire. Mais cela coûte cher, très cher.

La France ne se sent pas prête. Un retrait trop rapide des forces américaines (nucléaires ou non) la laisse dénudée. Sans une riposte graduée des forces américaines la France pourrait être celle qui serait la première à décider d'utiliser le nucléaire – une décision qu'aucun président, américain ou français, ne désire prendre. L'Allemagne fédérale, dénudée elle aussi, voit jaillir le spectre d'une guerre totale sur ses *landers*, guerre qui, nucléaire ou pas, pourrait être la fin de la nation allemande. Sans une alliance avec la France qui prévoirait un coup de matraque nucléaire par-dessus les deux Allemagnes, l'Allemagne de l'Ouest pourrait être la récipiendaire malheureuse de toutes les ogives nucléaires tactiques ou pré-stratégiques utilisées dans une bataille.

Pour la RFA, hors de l'alliance, point de salut. Pour la France, sans la résistance dans le tampon allemand à un envahisseur venant de l'Est [on rappelle ici le spectre d'une neutralité allemande!], sans l'aide de la technologie, du mark et d'un ré-équipement militaire allemand avec des armes en coproduction franco-allemande, le salut, tout en étant possible, pourrait saigner la patrie. Une seule solution: dans les limites du possible et du moment, l'alliance dans l'Alliance.

Cette union n'est guère facile. La France est un des seuls pays de l'Ouest où le consensus règne sur le nucléaire, y compris sur l'armement nucléaire pour la défense de la « Sainte Patrie ». Elle ne peut rompre ouvertement ce consensus, même pour consolider sa défense orientale. L'Allemagne ne peut se nucléariser pour des raisons historiques, légales et même de politique intérieure; elle ne peut, non plus, vivre sans une garantie (nucléaire) minimum de sécurité.

Lors de l'érection de ce pilier européen, les Américains s'objecteront à l'accroissement des armements nucléaires français. Les Soviétiques feront de même. Ils menaceront la France et l'Europe, en perfectionnant la précision de leurs fusées à courte et à longue portée, en accroissant leurs forces classiques et en perfectionnant leurs défenses anti-aériennes – peut-être même en installant soit un nouveau système de défense anti-balistique (BMD) ou leur propre version IDS. Encore une fois le chantage. Mais cette fois les Européens seront prêts à défendre leur territoire. Toujours, bien sûr, en sachant qu'au loin, cet allié transatlantique fort souvent incommodant en temps de paix, veille et protège le flambeau.

De l'ouvrage on peut dire que les traductions sont bonnes, la lecture facile, et les tableaux intéressants. Les textes ne sont cependant pas reliés les uns aux autres et l'éditeur n'y a pas mis la main. En somme, c'est un rassemblement des textes, pas un montage, à l'évidence: des pages entières de Robbin Laird sont répétées dans certains articles ré-

partis à travers le livre. Cependant, ce livre mérite lecture, car il nous force à repenser la défense de l'Europe dans une perspective européenne et indirectement à nous aider, nous Canadiens, à nous resituer dans cette défense en attendant la sortie prochaine de notre Livre Blanc sur la défense.

Rychard A. BRÛLÉ

Institut Canadien pour la
Paix et Sécurité Internationales
Ottawa, Canada

PIERRE, Andrew J. (Ed.), *The Conventional Defense of Europe: New Technologies and New Strategies*. New York, Council on Foreign Relations. Coll. « Europe/America », 5, 1986, 199 p.

Ce petit ouvrage contient les communications présentées par les membres d'un groupe d'étude travaillant dans le cadre du Council on Foreign Relations. D'emblée, il s'agit de personnalités réunies pour la valeur de leur expertise et l'ensemble des textes présente à la fois un solide dossier et une indication des tendances actuelles sur la question de la défense de l'Europe.

Le débat ici évoqué traite de l'à-propos de réévaluer les concepts stratégiques sur lesquels l'OTAN a fait reposer la défense de l'Europe. Selon le schéma élaboré à partir des années 50, les forces de l'OTAN sont structurées dans une stratégie défensive. Face à une invasion des blindés soviétiques, les forces européennes et les forces américaines stationnées en Europe auraient pour tâche de contenir l'attaque. Si elles n'y parvenaient pas, et si la dissuasion nucléaire s'avérait inefficace, le recours ultime serait l'usage de l'arsenal nucléaire lui-même, selon des modalités définies alors par les autorités militaires et politiques.

Depuis quelques années une réflexion s'est amorcée dont l'objectif serait de réduire le nombre d'éventualités où le recours ultime à l'arme atomique puisse être nécessaire; idéalement les stratégies considèrent même la possibilité d'éliminer tout recours aux armes nucléaires elles-mêmes. Les moyens pour réaliser un tel changement passent par l'application de nouvelles technologies aux armements et la définition de stratégies nouvelles. Très brièvement résumées, ces technologies bouleversent les formes de guerre que pourraient mener des forces militaires conventionnelles en leur donnant les moyens d'assurer une défense non nucléaire qualitativement améliorée. Il s'agit d'une panoplie de technologies qui sont actuellement au stade de la conceptualisation, voire du test, et qui incluent l'usage d'explosifs à haute performance, la surveillance électronique intégrée de tout l'espace ennemi, la gestion informatisée du champ de bataille à partir d'un centre d'analyse de données. La disponibilité de cette haute technologie provoque maintenant une intense réflexion sur les doctrines militaires qui doivent se modifier et s'adapter à ces outils nouveaux. Déjà il est question d'une nouvelle relation entre forces terrestres et aériennes, ou bien d'attaques concentrées sur les arrières et les bases de l'ennemi, ou encore d'attaques en profondeur dans le territoire d'où est partie l'invasion... etc...

Cinq auteurs ont apporté leur contribution à ce dossier, deux Américains et trois Européens. Chacun fait porter son texte sur un champ particulier, mais tous débatent en fait de l'opportunité des changements stratégiques à introduire.

Pour la partie américaine, A. Pierre qui présente l'ensemble du livre, se tient à un point de vue nuancé, R. Delauer, au contraire qui fut sous-secrétaire à la Défense pour la recherche et l'ingénierie, soutient le projet avec force. Son analyse repose sur deux piliers; tout d'abord il endosse le point de vue traditionnel d'une URSS expansionniste agressive qui fait peser sur l'Europe un danger permanent d'invasion. Ensuite, il examine quelques-unes des applications possibles des nouvelles technologies au domaine militaire. Son argument géopolitique sur l'URSS souffre quelque peu de répéter les clichés habituels des faucons de Washington, mais sa présentation des nouveautés technologiques peut convaincre d'autant qu'il examine un certain nombre de problèmes comme le transfert de